



Jean Paul Boré
Vice-Président
Délégué aux personnes handicapées,
à la lutte contre les discrimination raciales,
l'antisémitisme et la xénophobie

Nîmes le 1^{er} mai 2009

Monsieur Nicolas Sarkozy
Président de la République Française

Monsieur Le Président,

Je vous écris cette lettre pour vous dire que je ne répondrai pas à votre invitation à participer à votre réunion publique le 5 mai à Nîmes.

Très respectueux des fonctions de la République française, je ne puis cautionner cependant des décisions étrangères à notre si chère devise: « Liberté, égalité, fraternité »

Outre le fait que vous mélangez les genres entre votre responsabilité de chef de parti venu en campagne pour les élections européennes et votre fonction de Président de la République, il est des faits très graves qui entachent la grandeur de la France.

Un enfant de 4 mois vient d'être placé en rétention à Nîmes avec son frère, deux fois meilleur élève de sa classe, après que ses parents, pourtant intégrés à notre société, aient été expulsés de chez eux avec des moyens dignes des époques les plus noires.
Le juge saisi de cette affaire vient de considérer ce jeudi 30 avril, cet acte comme incompatible avec la convention des droits de l'Homme et de l'enfant.

Notre pays, berceau des droits de l'Homme subit des dérives qui inquiètent de nombreux démocrates.

Je pourrai dans ce courrier, faire aisément référence aux millions de travailleurs de notre pays qui vivent dans l'anxiété, la peur du lendemain à cause de votre politique tournée vers les intérêts d'une minorité et qui manifestent aujourd'hui.

Je m'en tiendrai cependant à un symbole de la France en train d'être malmené par votre politique d'immigration.

Aussi, je me permets, Monsieur le Président de vous rappeler l'article 4 du préambule de la constitution de la France en 1946 :

« Tout homme persécuté en raison de son action en faveur de la liberté a droit d'asile sur les territoires de la République. »

Ce droit est refusé à une famille qui depuis 2005 clame le danger pour sa vie de retourner dans son pays.

Je vous demande Monsieur le Président, d'user de votre pouvoir pour que la France renoue avec ses principes républicains.

Vous en souhaitant bonne réception, je vous prie de croire, Monsieur le Président, en l'assurance de ma haute considération.

Jean Paul Boré